

## Chronologie de la crise de 1968 en France.

Février. Manifestations des étudiants en Tchécoslovaquie, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, RFA.

13 février. 10 000 manifestants à Paris contre la guerre du Vietnam.

22 mars. Occupation de la faculté de Nanterre par des étudiants. Les cours sont suspendus. Création du « mouvement du 22 mars ».

## Du 2 au 12 mai l'agitation étudiante.

2 mai. La faculté de Nanterre est fermée à la demande du doyen.

3 mai. Des étudiants de Nanterre et de Paris se réunissent dans la cour de la Sorbonne pour protester contre la fermeture de Nanterre. La Sorbonne est évacuée par la police et fermée.

6 mai. Premières barricades à Paris. Le mouvement des étudiants gagne la province.

8 mai. Alain Peyrefitte, ministre de l'éducation nationale, affirme devant les députés que « la Sorbonne sera rouverte si les conditions le permettent ».

10 au 11 mai. « Nuit des barricades » à Paris : 5 heures de violence, 367 blessés, 188 véhicules incendiés ou endommagés, des rues déjantées.

11 mai. A l'aube, Georges Pompidou, Premier ministre, rentré d'un voyage en Afghanistan, annonce la réouverture de la Sorbonne. Un appel à la grève générale de 24 heures est lancé pour le 13 mai.

## Du 13 au 27 mai la crise sociale.

13 mai. Grève générale et défilé unitaire des étudiants et des syndicats contre les violences policières. 500 000 manifestants à Paris. Des manifestations en province. La Sorbonne est réoccupée.

14 mai. Les travailleurs de Sud-Aviation à Bouguenais près de Nantes se mettent en grève, occupent l'usine et retiennent le directeur 16 jours. De Gaulle part en voyage officiel en Roumanie jusqu'au 18 mai. Dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale par le PCF et la FGDS.

15 mai. Les travailleurs de Renault à Cléon (Seine Maritime) se mettent en grève, occupent l'usine et retiennent le directeur.

16 mai. La grève se généralise dans la région de Rouen, de Nantes, autour de Paris. L'usine Renault de Boulogne-Billancourt arrête le travail, elle est occupée par les grévistes.

17 mai. Début de la grève à la SNCF, à la RATP, aux PTT, à l'ORTF.

18 mai. Environ 9 millions de grévistes. La France est paralysée.

20 mai. 10 millions de grévistes. Le Festival de Cannes s'arrête.

22 mai. L'Assemblée Nationale refuse la motion de censure présentée contre le gouvernement.

24 mai. De Gaulle propose un référendum sur la participation. En cas d'échec, il quitte le pouvoir. Aucun écho dans le pays. Manifestations de la CGT. Manifestations très violentes dans la nuit à Paris et en province : 500 blessés, 2 morts accidentelles.

25 mai. Début des négociations rue de Grenelle au ministère du travail entre les partenaires sociaux (patronat et syndicats [CGT, CFDT, CFTC, FO, FEN, CGC]) sous l'arbitrage du premier ministre.

27 mai. Le protocole d'accord de Grenelle est refusé par les ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt. Meeting au stade Charléty, organisé par l'UNEF, le PSU et la CFDT. Pierre Mendès France y est présent mais ne prend pas la parole. Présence de Bergeron (FO).

Du 28 mai au 6 juillet la crise politique.

28 mai. François Mitterrand propose la formation d'un gouvernement provisoire de 10 membres présidé par Pierre Mendès France ou lui même. Il annonce sa candidature à une éventuelle élection présidentielle. Le PCF demande la formation d'un « gouvernement populaire » avec des ministres communistes.

29 mai. De Gaulle fuit à Baden-Baden (RFA) où il retrouve le général Massu, commandant des forces françaises en RFA. La CGT organise une manifestation qui réclame la formation d'un « gouvernement provisoire ».

30 mai. 16 heures 30. Allocutions radiodiffusées de De Gaulle de retour à Paris. Il dissout l'Assemblée Nationale. Manifestation gaulliste de soutien au Président sur les Champs Elysées : plus de 500 000 personnes. Le lendemain dans les villes de province.

10 juin. Début des négociations dans la fonction publique.

3 juin. Refus d'un accord à la SNCF et à la RATP.

4 juin. Négociations à l'Éducation nationale.

5 juin. Début de la reprise du travail aux PTT, à la SNCF, à la RATP.

6 juin. La police évacue l'usine Renault de Flins.

10 juin. Reprise générale dans la fonction publique.

11 juin. Peugeot à Sochaux est évacuée par la police. Deux morts. Les grévistes réoccupent Flins.

16 juin. La Sorbonne est évacuée par la police.

18 juin. Reprise du travail chez Renault.

20 juin. Reprise du travail chez Peugeot.

23 juin. Premier tour des élections législatives.

24 juin. Reprise du travail chez Citroën.

30 juin. Second tour des élections législatives. L'UDR (Union des Démocrates pour la République) obtient 46% des suffrages exprimés. Avec les Républicains Indépendants (RI) la droite dispose des  $\frac{3}{4}$  des sièges à l'Assemblée Nationale (270 UDR sur 477 députés, 57 RI, 30 centristes). La gauche recule : le PCF passe 22,6 % à 20 % (de 73 à 34 députés), la FGDS de 20 % à 17,5 % (de 133 à 57 députés)

6 juillet. Maurice Couve de Murville remplace Georges Pompidou au poste de Premier ministre.

Épilogue.

27 avril 1969. Référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. Le « non » est majoritaire (53,17 % des suffrages exprimés).

28 avril 1969. De Gaulle démissionne.

### La France en 1968

Le pays compte 49,7 millions d'habitants contre 40,5 en 1946. Il abrite 2,6 millions d'étrangers.  
 La fécondité est de 2,58. L'accroissement naturel est 5,7 ‰.  
 L'espérance de vie des hommes est de 67,7 ans. Celle des femmes de 75,2 ans.  
 20,3 millions de jeunes ont moins de 24 ans. 18,8 % de la population a plus de 60 ans.  
 La taille moyenne des ménages est de 3,06.  
 33,8 % (14,9 millions) de la population vit à la campagne, 46,8 % (18,9 millions) en 1946.  
 66,2 % (34,8 millions) vit à la ville, 21,5 millions en 1945.  
 445 000 logements sont construits en 1968. 23 000 en 1946.  
 Depuis 1959 la scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans.  
 L'agriculture occupe 15 % des actifs. 36 % en 1946, 27 % en 1954.  
 2 millions de paysans travaillent la terre contre 7,4 millions en 1945.  
 L'industrie regroupe 39 % des actifs, le tertiaire 46 %.  
 Depuis 1956 les congés payés sont de 3 semaines. 2 en 1936, 4 en 1969, 5 en 1981.  
 La croissance économique est d'environ 5 % par an.  
 5 % des Français possèdent 45 % du patrimoine national.  
 12,4 % des ménages disposent du téléphone.  
 50,2 % d'une automobile.  
 64,8 % d'un réfrigérateur.  
 54,1 % d'un téléviseur.  
 44,4 % d'une machine à laver le linge.

A la rentrée universitaire de 1967 la France compte 509 198 étudiants contre 186 101 en 1959. 2,3 millions fréquentent le collège en 1968-1969. 753 000 le lycée.  
 La majorité civile est à 21 ans. 18 ans en 1974.

En avril 1968 la France compte 370 000 chômeurs (4 fois plus qu'en 1964) dont la moitié sont des jeunes de moins de 25 ans. Au 31 décembre 1968, 585 000 chômeurs, 383 000 en 1966, 560 000 en 1967, 518 000 en 1969.

L'ANPE a été créée en 1967.

Lors des discussions de Grenelle le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) est augmenté de 35%. Il passe de 2,22 francs de l'heure à 3 francs. La moitié des jours de grève est payée.

Combien de grévistes en 1968 ? En mai 1968, il y a en tout 150 millions de « journées indemnisées non travaillées » (23 en 1947, 12 en 1948).

### Les acteurs

Jacques Chirac a 35 ans. Il est secrétaire d'État aux affaires sociales chargé des problèmes de l'emploi. C'est l'un des principaux négociateurs de Grenelle.

Charles de Gaulle a 78 ans. Il président de la République depuis 1959. En avril 1968 un sondage affirme que 61 % des Français sont satisfaits de leur Président.

François Mitterrand a 52 ans. Il préside la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste). En 1965, il est le candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle, au second tour il est opposé à de Gaulle qui est élu avec 54,2 % des suffrages.

Georges Pompidou a 57 ans. Il est premier ministre depuis 1962.

Georges Séguy a 41 ans. Il est secrétaire général de la CGT depuis 1967.

Daniel Cohn-Bendit a 23 ans. Il est étudiant en sociologie à Nanterre.

Alain Geismar a 29 ans. Il est professeur de physique et secrétaire du SNESup (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur).

Jacques Sauvageot a 25 ans. Il est étudiant en droit et président de l'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France).